

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	79 95	» » » 10
3 0/0 amortiss.	82 45	» » » 10
4 1/2 0/0 1883	109 15	» » » 05
Cons. anglais	» » »	» » » 05
Italie	97 80	» » » 05
Flor. autric. (or)	88 1/2	» » » 1/16
Esp. Extér. nouv.	53 13/16	1 1/16
Egyptien 6 0/0	322 50	1 25
Ch. Égyptiens	441 25	» » » 05
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 45	» » » 05
Banque ottomane	496 25	» » » 05

NOS NOUVELLES PRIMES

Dans le choix de nos Primes de fin d'année, nous avons pensé à nos lecteurs, et nous avons fait, à leur intention, un nouveau traité avec la MAISON EMILE BOURGEOIS du Grand Dépôt de la rue Drouot, dont les produits ont eu tant de succès l'année dernière auprès d'eux.

Nous croyons leur être agréable en mettant encore à leur disposition, comme l'année dernière, un FORT JOLI VERRE D'EAU en cristal bleu, composé de six pièces.

Le joyau de nos Primes d'Etoiles sera, nous en sommes persuadés, la coupe que nous avons choisie entre toutes. C'est une coupe en **Cristal français**, d'une forme triangulaire très gracieuse, artistiquement décorée de dessins or et d'émaux en relief. Grâce à notre traité, nous pouvons donner à nos abonnés cet objet d'art au prix de 12 francs.

L'hiver n'est heureusement pas éternel, et il faut songer aux primeurs que vous enverrez bientôt pour vos tables les jardiniers du Midi. C'est pourquoi nous avons choisi un très joli PLAT À ASPERGES en majolique; le porte-asperges, d'un travail absolument nouveau, repose sur un plateau artistiquement composé.

Cette pièce sera d'un très heureux effet sur la table et un ornement pour le buffet de la salle à manger. — Prix : 10 francs.

PRIME D'ETRENNES
SUPPLÉMENTAIRE

Nous avons le plaisir d'annoncer à tous nos abonnés, même à ceux ayant déjà reçu une prime gratuite, qu'un traité récemment conclu avec la maison **César Zévy**, fabricant d'horlogerie à la Chaux-de-Fonds (Suisse) — Dépot à Paris, 4, rue Martel — nous permet de leur offrir, moyennant un supplément de 15 francs (plus un franc pour frais d'expédition s'il y a lieu).

UNE JOLIE MONTRE
A REMONTOIR

en nickel, 18 lignes, pour hommes, avec mise à l'heure mécanique et à secondes, mouvement à vue, avec chaîne et émail. Chaque montre est garantie pour deux ans. En raison de la solidité exceptionnelle de cette **Jolie Montre**, elle convient aux personnes qui voyagent ou habitent la campagne et tout particulièrement aux chasseurs, qui seront heureux de pouvoir en faire l'acquisition à UN PRIX SANS PRÉCÉDENT.

Quelques-uns des nombreux lecteurs de la *Patrie* qui l'achètent au numéro dans les kiosques, s'étant déjà présentés dans nos bureaux pour nous demander cette **Prime supplémentaire**, nous avons l'honneur d'informer tous nos lecteurs, sans exception, que la **JOLIE MONTRE à remontoir** leur sera accordée, aux mêmes conditions qu'à nos abonnés, sur la simple remise du numéro portant la date du jour.

PARIS, 26 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

M. Brissot, forcé de garder la chambre par suite d'une maladie de gorge, n'assistait pas à la séance.

Le président de la République a exprimé les regrets que lui causait cette absence. Il a ajouté qu'il voulait féliciter le président du conseil à l'occasion du discours qu'il a prononcé à la Chambre des députés dans la séance du 23 décembre. Il a félicité M. de Freycinet et le général Campon de leur intervention dans le débat.

Le cabinet a confirmé sa décision de donner sa démission au lendemain de la réélection du président de la République et de se conformer ainsi aux traditions du régime constitutionnel.

Il s'est entretenu ensuite de la situation faite au ministère à la suite du scrutin d'avant-hier soir. Plusieurs ministres pensent que la majorité qui a voté les crédits du Tong-King est trop précaire pour offrir des garanties de stabilité. Les autres ont émis l'opinion que, sur toute autre question, le gouvernement pourrait compter sur une majorité plus forte.

L'amiral Gaillet a offert sa démission de ministre de la marine. Malgré les instances faites auprès de lui par ses collègues, l'amiral l'a maintenue, ajoutant qu'il persistait à la remettre avant le Congrès, parce qu'il est opposé à la formation d'un ministère des colonies.

Le cabinet va déposer le projet de loi relatif aux crédits du Tong-King, sur le bureau du Sénat, dès l'ouverture de la séance.

AU LUXEMBOURG

M. Sadi-Carnot dépose sur le bureau du Sénat le projet de loi voté par la Chambre sur les crédits tonkinois.

La séance est suspendue et le Sénat se

retire dans ses bureaux pour nommer la commission.

Tous les commissaires nommés par les bureaux du Sénat sont favorables aux crédits.

M. Dauphin est nommé rapporteur.

M. Dauphin avait préparé d'avance son rapport.

A deux heures la séance est reprise.

M. Buffet pose sa question sur les traitements des desservants.

SÉNAT

Présidence de M. Le Royer

M. Buffet. — J'avais prévenu M. le ministre, il y a quinze jours, que j'avais l'intention de lui adresser une question sur la suppression de certains traitements ecclésiastiques, il l'a acceptée, et c'est par des raisons indépendantes de sa volonté et de la mienne qu'elle a été ajournée; le sujet a déjà été traité deux fois dans cette enceinte par M. Batbie et je ne pourrais rien ajouter aux raisons si solides qu'il a développées, mais j'ai pensé qu'il était possible de garder le silence à un moment où le pouvoir arbitraire que nous contestons était exercé plus arbitrairement que jamais.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

(De notre correspondant particulier)

Montauban, 26 décembre, 11 h. 30.

La commission de recensement annule les bulletins donnés conservateurs.

Les résultats définitifs seront connus dans la soirée.

Bastia, 26 décembre.

Le conseil général de la Corse, qui ne s'est point réuni au mois de septembre, était convoqué pour le 21 décembre. La majorité républicaine, soucieuse comme d'habitude des intérêts du département, n'a pas répondu à cette convocation. Ainsi, le budget départemental n'est pas voté, et des affaires très importantes sont en souffrance.

EXTERIEUR

Saint-Sébastien, 26 décembre.

Un incendie a détruit, la nuit dernière, le magnifique palais de la députation provinciale. Presque toutes les archives sont perdues.

Madrid, 26 décembre.

Le commandant des quatre provinces de Catalogne, qui est arrivé à Madrid, a annoncé au ministre de la guerre que, la tranquillité étant complète dans ces provinces, il avait levé l'état de siège.

Le conseil des ministres a pris hier communication d'une lettre adressée par la régente au Pape, dans laquelle elle le remercie de sa médiation dans l'affaire des Carolines et des regrets qu'il a exprimés à l'occasion de la mort du roi Alphonse.

Le bruit court que la légation d'Espagne auprès du Quirinal sera élevée au rang d'ambassade. M. d'Alvarado, ancien ministre, en serait le titulaire.

Rome, 26 décembre.

Don Carlos est arrivé à Viareggio, où il passera les fêtes en famille.

Il repartira pour Venise dans les premiers jours de janvier.

2^e Tour de Scrutin

DU 27 DÉCEMBRE

Voici la liste des candidats de l'opposition conservatrice pour les élections complémentaires de demain :

MM. ÉDOUARD HERVÉ.

CALLA.

Général DU BARAIL.

DENYS COCHIN.

FERDINAND DUVAL.

VACHEROT.

INFORMATIONS

Au ministère des affaires étrangères, on n'a point encore reçu le texte définitif du traité de Madagascar mais simplement une transmission télégraphique des différents articles.

L'original même de ce traité n'arrivera que vers la fin de janvier.

Aussitôt après sa réception, M. de Freycinet le soumettra à la ratification de la Chambre des députés.

Cette ratification présente un certain caractère d'urgence; il est certain que l'on ne peut songer au rapatriement partiel des troupes faisant partie de l'expédition de Madagascar tant que le traité de Tamatave n'aura pas été sanctionné par le gouvernement français et par la cour d'Émyrne.

Le conseil municipal de Paris vient de fixer de la manière suivante la répartition de la contribution personnelle mobilière à Paris :

Les locaux d'une valeur locative impossible, ne dépassant pas 500 fr., seront imposés au taux de 6 fr. 50 0/0.

Ceux d'une valeur locative :

de 600 à 699	7 fr. 50 0/0
de 700 à 799	8 fr. 50 0/0
de 800 à 899	9 fr. 50 0/0
de 900 à 999	10 fr. 50 0/0
de 1,000 et au-dessus	11 fr. 50 0/0

Ajoutons que les individus habitant les locaux d'une valeur locative inférieure à 400 fr. (s'il 500 fr. de loyer réel), seront exemptés de l'impôt.

Leur contribution sera payée au moyen

d'un prélèvement sur les recettes de l'octroi, prélèvement qui atteindra plus de 3 millions.

L'ÉLECTION DE TARN-ET-GARONNE

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'administration n'a pas encore fait connaître le résultat du recensement général des votes dans l'élection législative de Tarn-et-Garonne.

Ce retard insolite prêle aux plus graves soupçons et à des commentaires assez désavantageux, en somme, pour le gouvernement de la République.

Les amis du ministère le comprennent eux-mêmes, et ne pouvant passer le fait sous silence, ils s'avisent aujourd'hui d'en chercher l'explication dans les bulletins « gommés » dont il existerait un millier environ.

« Les réactionnaires — dit ce propos la *République française* — ont distribué des bulletins portant la liste républicaine; mais cette liste, ils ne l'ont pas du tout recouverte d'une autre liste, ce qui serait légal; entre le titre et les noms de la liste républicaine imprimés en vedette, ils ont collé un tout petit papier qui contient les noms de leurs candidats en caractères très peu saillants. De la sorte, il y a huit noms sur la liste; or, comme le département n'a que quatre députés à élire, le scrutin ne doit tenir nul compte des quatre derniers; par un tour de passe-passe, le bulletin tout républicain s'est transformé en un bulletin tout réactionnaire. »

Tels sont les dires de la feuille opportuniste, dont nous venons de reproduire l'argumentation et les termes.

Mais est-ce que la précaution expliquée dans les lignes qui précèdent ne démontre pas précisément le caractère volontaire du vote et sa préméditation manifeste ?

A qui fera-t-on croire, en effet, qu'un bulletin ainsi confectionné a pu être remis inconsciemment dans l'urne par un électeur inattentif ?

Est-ce que la bande collée, avec ses noms imprimés en petites lettres majuscules, aurait pu passer inaperçue de l'électeur le moins clairvoyant ?

Non, évidemment; c'est donc en pleine connaissance de cause que le procédé dont il s'agit a été mis en œuvre par des citoyens (fonctionnaires, employés ou personnes dépendant à un titre quelconque de l'administration), désireux de soustraire leur bulletin de vote au contrôle ou à la simple suspicion d'un maire peu impartial... comme il en est malheureusement beaucoup d'exemples.

C'en serait fait de la liberté du vote et de la sincérité du suffrage universel si les commissions de recensement s'arrogeaient le pouvoir de trancher les questions d'intention, de scruter même la conscience des électeurs.

Il est, d'ailleurs, dans la circonstance, une observation essentielle : la commission de recensement de Tarn-et-Garonne ne saurait se permettre de détruire les bulletins sur lesquels porte le présent débat.

Ces bulletins, sa décision rendue et celle que soit cette décision, doivent être joints au procès-verbal rédigé par elle, en sorte que la Chambre des députés puisse avoir sous les yeux le dossier complet de l'élection et statuer en conséquence.

Le Scrutin du 24

Nous donnons aujourd'hui le scrutin sur l'ensemble du projet de crédits tonkinois; le *Journal officiel* nous l'eût parvenu trop tard hier.

On verra par ce scrutin que les ministres et sous-secrétaires d'Etat appartenant à la Chambre ont pris part au vote, ce qui est tellement inouï qu'un journal ministériel refusait d'y croire hier encore.

Parmi les Tonkinois qui ont voté les crédits, se trouve, comme nous le disions hier, Mgr Freppel.

Immédiatement avant le nom de l'évêque d'Angers, nous trouvons le nom d'un radical, M. Franconie. Or, M. Franconie n'a pas encore paru à la nouvelle Chambre. Il est encore en mer et est personnel, comme le fait observer la *Justice*, n'avait le droit de le faire voter contrairement à tous ses sentiments et à tous ses votes passés.

Voilà comment le ministère a obtenu sa majorité d'une voix. En faisant voter un absent qui, présent, eût voté dans le sens opposé. C'est une fraude parfaitement caractérisée.

Nous ne voulons rien dire de ceux qui n'ont pas pris part au vote. Nous ferons seulement observer qu'il est fâcheux que MM. de Guoydon et de Tervet, absents par congé, ne soient pas revenus pour un scrutin aussi grave.

LE PRUSSIE FERRY

M. Jules Ferry a adressé au *Temps* l'audacieuse lettre suivante :

Paris, 26 décembre 1885.

Je n'ai pas cru devoir insister, à la fin de cette longue et laborieuse séance, où s'agitaient les plus grands intérêts de la patrie, sur un incident qui n'est tout personnel, introduit dans le débat par M. Clémenceau. S'appuyant sur un télégramme confidentiel adressé à notre ambassadeur à Berlin, sous la date du 29 mars 1875 (le 197 du Livre Jaune), M. Clémenceau m'a représenté comme implorant, à la suite de la retraite de Lang-Son, les bons offices du gouvernement allemand.

Pour montrer de quelle façon l'opinion de l'extrême gauche écrit l'histoire, il m'a suffi de demander la lecture à la tribune du télégramme de M. de Courcel, du 27 mars, auquel le mien répondait.

Mais ce qui est tout à fait caractéristique, c'est d'avoir affirmé que ma déchéance était

écrite sous le coup des mauvaises nouvelles de Lang-Son, quand on avait sous les yeux la preuve du contraire.

En effet, le télégramme n° 197 a une seconde partie, qui n'a pas été lue à la Chambre.

J'exprimais l'espoir que les négociations suivies à Pékin par sir Robert Hart ne seraient pas compromises « par le petit échec » arrivé à Négrier, qui s'est aventuré un peu trop au delà de la frontière chinoise : « Il garde d'ailleurs Lang-Son, où il est » fortement établi. »

Agrez, etc.

JULES FERRY.

La *Justice* répond ce matin à cette lettre. Elle fait observer que le passage dont il n'a pas été donné lecture à la Chambre et que cite M. Jules Ferry est précisément celui qui le condamne. En effet, c'est dans la dépêche même où il demandait le concours de M. de Bismarck, que M. Ferry parlait du « petit échec » arrivé à Négrier, c'est-à-dire du premier mouvement de retraite de nos troupes : retraite sur Lang-Son, en attendant la retraite de Lang-Son.

Il s'agit du combat après lequel le général Négrier télégraphiait : « Attention ! déz-vous à des événements graves. »

Voilà ce que M. Ferry appelait un « petit échec ».

Pour ce qui est de la manière d'écrire l'histoire, nous laissons de côté M. Clémenceau, mais nous disons que M. Jules Ferry n'a pas qualité pour en remontrer aux autres sur ce point. — Lui qui a passé toute sa vie ministérielle à mentir comme un misérable qu'il est; lui qui s'est fait une spécialité de dénaturer les faits; lui, qui, ces jours derniers encore, était pris en flagrant délit de suppression d'une partie de la dépêche, de quel droit vient-il se plaindre de ce qu'un de ses adversaires ait d'abord négligé le télégramme de M. de Courcel ?

Au reste, que résulte-t-il de ce télégramme ? Absolument rien de favorable à M. Ferry.

Les deux dépêches en question ne prouvent, dans leurs détails et dans leur ensemble, qu'une seule chose : que M. Jules Ferry a menti à propos de M. de Bismarck et qu'il a cyniquement tenté de se placer sous la protection du chancelier qui a démenté la France.

Dans l'espoir de faire aboutir cette intrigue, il est allé jusqu'à traiter, dans sa dépêche, le général de Négrier avec une légèreté particulièrement insolente.

Voilà tout ce qui se dégage de l'incident.

Et si M. Jules Ferry n'a pas « cru devoir insister » (comme dit sa lettre) pour porter lui-même sa défense devant la Chambre, c'est qu'il sentait le dégoût qu'il inspirait, c'est qu'il était écœuré sous l'épithète de « Prussien » qu'on lui lançait de toutes parts, c'est qu'il avait peur que la tribune ne fût pas pour lui un asile sûr contre la colère générale et l'indignation de tous.

« Grand bien leur fasse ! »

« Voulez-vous que nous donnions au monde le spectacle de notre versatilité ? » Cette phrase de M. Brissot éveille et résume la politique du ministère, la politique de la majorité dans l'affaire du Tong-King.

Nul d'entre eux n'a dit, nul n'eût osé dire (si ce n'est peut-être l'inconscient Ferry), que cette entreprise avait été une heureuse inspiration, que si cette question n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Ceux même qui semblaient le défendre pestaient autant que nous, plus que nous contre l'homme qui leur avait mis cette affaire sur les bras. Mais elle y était, ils n'osaient s'en dégarer. Le vin est tiré, nous devons le boire, au risque de nous empoisonner; sinon, les républicains seraient convaincus d'inconséquence. On ne prendrait plus leur gouvernement pour un gouvernement sérieux. L'Europe saurait qu'ils manquent de suite dans les idées, qu'ils sont incapables de suivre « une entreprise de longue haleine ».

Leur prestige en serait compromis ! Leur prestige ! Nous croyons entendre Giboyer parlant du crédit de sa signature ! Ils s'imaginent qu'ils ont un prestige à ménager ! Ils s'imaginent que l'Europe ne les a pas depuis longtemps jugés, eux et leur système ! Ils s'imaginent qu'au dehors comme au dedans on ne tient pas la République pour ce qu'elle est, pour ce qu'elle sera toujours, de l'aveu d'un des siens : le provisoire perpétuel et l'instabilité même !

Il suffisait de lire leurs harangues ou leurs articles pour comprendre qu'ils marchaient eux-mêmes sans enthousiasme dans la voie où ils nous reprochaient avec indignation de ne pas les suivre; qu'ils savaient peu de gré à M. Ferry de les avoir embarqués dans cette aventure; qu'au fond ils la sentaient scabreuse; mais qu'ils se croyaient tenus par le point d'honneur à n'en pas convenir.

« Navrez-vous ! » s'écriait, en marchant à l'échafaud, un criminel célèbre. Nos gouvernants, ministres et majorité, sont de cette école !

Ils triomphent — de quatre voix. Trois de plus qu'il ne leur en fallait pour proclamer la République. Grand bien leur fasse ! Nous verrons si dans six mois, ils sont très fiers de cette victoire.

On l'a dit depuis longtemps : « Il y a toujours de l'écho dans les coeurs français quand on parle d'honneur », même quand on en parle à faux !

L'émotion facieuse qu'on a fait naître, par des procédés faciles, en transformant une question d'affaire en question de sentiment, se dissipe vite, et les conséquences pratiques de la résolution prise

apparaîtront alors plus nettement. *Verba volant... et les impôts restent !*

« Les votes seront recueillis, enregistrés », disait d'un ton de menace la *République française*. Nous l'espérons bien ! Mais nous doutons que la feuille opportuniste soit émuée à les mettre, quand auront lieu de nouvelles élections, sous les yeux du suffrage universel. Et c'est nous, sans doute, qui lui rappellerons sa promesse. Le Tong-King a déjà largement entamé la majorité républicaine. Le Tong-King dévorera probablement le reste.

Si les conservateurs n'avaient pas du patriotisme et des devoirs qu'il impose une autre notion que les républicains; s'ils ne plaçaient pas l'intérêt de la France au-dessus de leurs intérêts personnels, au-dessus de leurs intérêts de parti, au-dessus de tout, ils se réjouiraient de cette défaite apparente qui leur assure une revanche certaine; car, en maintenant l'occupation, on se charge de prouver combien ils avaient raison de la combattre.

Un déplacement de quelques voix leur eût-il, au contraire, donné la victoire ? Cette affaire eût-elle été liquidée, comme ils le souhaitent ? Les républicains, avec cet aplomb qui est leur plus bel apogée, n'auraient cessé de dire — sans qu'on put démontrer matériellement le contraire — qu'elle était excellente, mais que les députés de la droite nous avaient empêchés d'en récolter les fruits, prêts à cueillir — parce qu'ils les trouvaient trop verts !

Ils ne l'ont pas compris. Nous leur offrons un concordat. Ils l'ont repoussé avec dédain, et marchent intrépidement à la faillite.

Ils ne pourront pas nous reprocher de les avoir insuffisamment avertis.

Ils l'ont voulu : que leur volonté soit faite !

LA BULGARIE ET LA DETTE TURQUE

On sait que la Bulgarie ne s'est jamais occupée de tenir vis-à-vis de la Turquie les engagements auxquels elle était tenue par le traité de Berlin. Pas un centime n'a été versé par elle au Trésor ottoman depuis sept ans ni à titre de tribut, ni à titre de participation à la Dette turque.

M. Vincent Caillard, administrateur de la Dette publique, vient de soumettre au grand-vizir un projet ayant pour but, en vue du règlement prochain de la question roumaine — de régler en même temps cette grosse question financière avec la Bulgarie.

La Bulgarie doit à la Turquie 273 millions de francs, représentant, à 1 0/0, un intérêt annuel de 2,700,000 environ, somme qu'elle devrait payer au Trésor turc. M. Vincent Caillard propose de demander à la Bulgarie de se libérer de ses responsabilités financières vis-à-vis de la Porte moyennant un paiement définitif de 66,650,000 francs, que le gouvernement du prince Alexandre obtiendrait par voie d'emprunt.

LE FAIT DU JOUR

Les Femmes qui se noient

Ceci s'est passé à Paris, dans la Ville-Lumière, dans la Ville-Charité, dans la Cité-Reine dont la République s'est emparée, et où elle s'est installée comme en pays conquis — une contre-façon de l'occupation allemande.

Vers huit heures, hier soir, une femme pauvrement vêtue s'arrêtait sur le pont Notre-Dame, s'approchait du parapet et jetait un regard sur le fleuve... Puis, elle tira son porte-monnaie, l'ouvrit, secoua la tête, et, enjambant le parapet, se précipita dans la Seine.

Un garde républicain qui l'avait vue faire accourut. La malheureuse, grâce à ses jupons, suragait. Le garde essaya de lui porter secours, mais il ne savait pas nager, et, à cause de la récente crue, il n'y avait là en garage aucun bateau.

Blentôt la désespérée disparut. Son cadavre n'a pas été retrouvé.

Hier, aussi, une jeune fille, Blanche Choton, s'est jetée de la berge du Pont au Change dans la Seine.

Retirée par les sœurs Léon Raisonnier et Roux, elle a été portée au poste de secours, puis conduite au bureau de M. Véron, commissaire de police.

La pauvre petite — elle a seize ans à peine — a déclaré qu'ayant en vain cherché une place comme bonne, et étant à bout de ressources, elle avait voulu se tuer, pour mettre fin à ses misères.

On misère ! misère noire ! que le voilà bien victorieux dans la superbe Ville du luxe et du plaisir !

Comme tu triomphes et commets te venges de la prospérité passée !

Ces deux suicides, et combien d'autres encore que nous ignorons, sont le plus terrible réquisitoire qui puisse être dressé contre la République, contre ceux qui la personnifient à Paris, c'est-à-dire la majorité rouge du conseil municipal.

Oh ! ne protestez pas, messieurs de la Commune, et ne mettez pas en avant votre amour pour le peuple ! Oui, vous êtes coupables, coupables au premier chef.

Qui a chassé de Paris, de l'HO et de Ville ces fêtes splendides qui faisaient vivre tout ce qui travaillait à Paris, depuis l'artiste jusqu'à l'ouvrier ? — Vous !

Qui a fermé les portes des bureaux de bienfaisance à la charité privée, en enchaînant l'élément religieux ? — Vous !

Qui a prosaïqué les humbles loteries de bienfaisance à l'aide desquelles les bons coeurs soulageaient les misères des pauvres

des paroisses ? — Vous !

Qui a fait fuir le luxe en effrayant celui qui possédait ? — Vous !

Vous ! toujours vous !

Si encore vous remplaciez ce que vous proscrivez par quelque chose; si vous donniez du travail à ce Paris affamé, affamé par vous ! Si vous ouvriez des chantiers partout où il y a des bras croisés !

Si au lieu de dépenser des millions et des millions encore à faire la guerre aux religieuses — religieuses des écoles et religieuses des hospices — vous cherchiez à créer des ressources aux malheureux que la République fait chaque jour, on pourrait essayer de dégager votre responsabilité.

Où, vous êtes criminels !

Où, c'est votre politique qui a conduit ces deux victimes devant le Seine; c'est votre inaction, implacable comme la haine, qui a poussé ces deux malheureuses à aller chercher au fond de l'eau la fin de leurs maux.

Qui vous dit, en effet, que si vous aviez des chantiers ouverts, le père, le mari, le frère de ces deux femmes n'eussent pas trouvé le morceau de pain que sollicitaient et la jeune fille et la jeune femme ?

Et elles-mêmes ! qui vous dit qu'elles n'eussent pas demandé à traîner la brouette, à manier la pelle, ne pouvant pas manier l'aiguille ?

Mais non : vous ne savez qu'une chose, vous ne songez qu'à une chose, vous ne voulez qu'une chose : faire de la politique, encore de la politique, toujours de la politique !

Et pendant ce temps, les mendicants pululentaient dans les rues !

Pendant ce temps, les hospices refusaient du monde, faute de lits !

Pendant ce temps, les magasins du Mont-de-Piété s'encombraient !

Pendant ce temps, les suicides causés par la misère se multipliaient, et si on voulait se donner la peine de les totaliser, on arriverait à un chiffre effrayable !

ÉCHOS

Nous recevons d'excellentes nouvelles de l'élection au conseil général pour le canton de Magny, en Seine-et-Oise. Nous avions fait prévoir que M. Louis Cartier devait réunir la majorité des suffrages; nous pouvons ajouter aujourd'hui que M. Pinard, l'ancien concurrent du regrette M. Bachelier, qu'il s'agit de remplacer, ne se présente pas. La lutte se trouve donc circonscrite entre le candidat conservateur et un radical. Or, comme le canton de Magny a toujours donné une majorité importante aux conservateurs, l'élection de M. Cartier semble devoir avoir de grandes chances de succès.

Le mariage religieux de M. Fournieret avec Mlle Sarlin a été célébré ce matin, à onze heures, dans la chapelle des catéchismes de l'église Saint-Philippe-du-Roule.

Un fauteuil avec prie-Dieu avait été réservé dans le chœur pour M. Jules Grévy, mais il est resté inoccupé, le président de la République s'étant fait représenter au mariage de son neveu par son frère, M. Albert Grévy.

Tours, où il arrivera à deux heures, pour y être inhumé. Les personnes qui voudraient accompagner la dépouille mortelle du général Bocher jusqu'en Touraine sont priées de prendre le train express de huit heures quarante-cinq minutes du matin.

M. Grévy se prépare à donner leurs étreintes aux révolutionnaires Kropotkin et Louise Michel et à différents autres anarchistes précédemment condamnés. On nous apprend, en effet, qu'une amnistie pour tous les faits politiques est arrêtée aux ministères de la justice et de l'intérieur, et elle doit être promulguée le lendemain de la réélection du président de la République.

M. Grévy fait rarement des cadeaux... mais quand il en fait, il ne les lésine pas.

M. Chevreul, le vénérable doyen de l'Institut, vient d'être atteint d'un refroidissement; mais, grâce à sa vigoureuse constitution, il a pu triompher du mal, et hier il était complètement rétabli.

Joignez l'ignorance complète d'un ministre à la soif des distinctions honorifiques, qui est le propre de ceux qui jadis criaient si fort contre les « hochets de la vanité », et vous comprendrez l'embarras dans lequel doit se trouver M. Dauterme, chargé du portefeuille du commerce sous le ministère agissant de M. Brisson.

L'exposition d'Anvers, aujourd'hui distribuer des croix de la Légion d'honneur à tous ceux des exposants dont les produits se sont fait remarquer; mais il ne faut pas perdre de vue que le Sénat et la Chambre renferment près de six cents sénateurs et députés, partisans du régime actuel, qui accablent M. Dauterme de sollicitations pressantes et qui assiègent chaque matin sa porte.

Les infortunés lauréats de l'exposition d'Anvers se demandent donc avec anxiété comment M. Dauterme pourra arrêter ses choix, étant donné surtout qu'après qu'il a distribué dix croix d'officier et quarante de chevalier, il y a 213 exposants français qui ont obtenu des diplômes d'honneur, et 476 exposants qui ont reçu des médailles d'or.

La majorité des exposants désirerait, en conséquence, que le ministre consultât préalablement le comité général d'organisation placé sous sa présidence, et il est probable que le gouvernement sera, dans quelques jours, saisi d'une pétition conçue en ce sens.

La saison à Pau :

Elle commence à peine et déjà sont arrivés MM. Hamilton, la princesse Amélie de Schleswig-Holstein, la baronne de Robecourt, M. et Mme d'Audibert, la baronne Séguier, Mme de Quadra, le comte et la comtesse René de Montebello, le prince de Clermont-Tonnerre, le comte Gaston de Gontaut-Biron, le comte René d'Angoulême, le duc de Frias, le prince Pignatelli, M. de Reune, le baron de Rochefort, Michel Carré, la comtesse Duques, la comtesse de Noailles, le comte de Frassac, le baron de Salettes, M. et Mme de Salvat, la princesse de Gortchakoff, MM. R. et E. Oppenheim, le duc et la duchesse des Cars, le prince de Béchune, le comte de Chamberet et quantité d'étrangers qui, pour être moins connus des Parisiens; n'en sont pas moins des fidèles habitués de Pau dont le retour est un signal de fête.

En attendant les grandes soirées, beaucoup de dîners, un peu de musique; la chasse au sanglier; les courses organisées par MM. le docteur Darau, Lamoignon, d'Incamps, d'Esté et Mortimer de Lasence; l'Arlesienne au théâtre, et enfin la pitié et la charité, comme partout et toujours, dans notre belle société française, où l'on ne sait pas s'amuser sans faire la part des pauvres; ont été le sujet de nombreuses offrandes, notamment pour celles des Petites-Sœurs, dont la fondation à Paris est due à la générosité de Mme de Garatilly.

M. l'abbé Caron, vicaire-général, vient d'adresser aux curés de Paris une lettre les avisant que le Pape a daigné accorder dispense de l'abstinence pour le vendredi 1^{er} janvier 1886.

Nous sommes heureux d'annoncer que le sympathique agent de la Société des géographes, M. Aubry, vient de recevoir les palmes académiques.

Cette distinction, sollicitée par M. de Lesseps, président de la Société, et par la commission centrale, était bien due aux trente années de travaux et de dévouement que l'honorable M. Aubry compte à son actif.

Un fait incroyable vient d'être signalé au ministère des affaires étrangères par M. Féraud, notre représentant au Maroc.

Le paquebot français les *Vosges* s'étant porté au secours d'un navire italien, l'*Abyssinie*, jeté à la côte avec 1,200 émigrants, entre Casablanca et Mazagan, trouva sur les lieux un remorqueur anglais, le *Zachai*, qui n'avait encore procédé à aucune opération de sauvetage.

Le commandant de ce remorqueur ne craignit pas de déclarer au capitaine français qu'il ne l'aiderait à sauver l'*Abyssinie* que sous paiement d'une somme de 500 francs par jour.

Notre compatriote, M. Schenit, déclara qu'on en donnerait 1,000, mais qu'il fallait se mettre à l'œuvre aussitôt.

Le sauvetage a eu lieu et l'anglais a encaissé, sans hésitation, les 1,000 francs promis.

Le gouvernement italien a décidé qu'il récompenserait dignement le commandant et les matelots du paquebot français

les *Vosges*, capitaine Schenit, qui, en risquant leur vie, ont sauvé l'équipage du paquebot italien l'*Abyssinie*.

MM. Lafenestre, inspecteur général des beaux-arts; Gruyer, conservateur au Louvre; et Maillo, peintre restaurateur du tableau, viennent de se rendre à Marseille, délégués par le ministère des beaux-arts, pour examiner le fameux chef-d'œuvre du Pérugin, la *Famille de la Vierge*, qui est tout détériorée et dont la perte serait irréparable. La commission a décidé d'apporter ce tableau au Louvre pour le faire réparer dans de bonnes conditions.

L'Intermédiaire des Chercheurs rappelle que, dans quelques années, libraires et journaux pourront publier les œuvres de Balzac comme bon leur semblera.

Honoré de Balzac est mort en 1850. Aux termes de son contrat de mariage, la propriété de ses œuvres devait revenir à sa femme pour une durée de cinquante ans, du jour du décès.

Donc les œuvres de Balzac tomberont dans le domaine public en 1,900 — soit dans quinze ans.

Cette question avait été étudiée par un avocat distingué, mort depuis quelques années, M. de Villepin. Sa consultation est entre les mains de M. Calmann Lévy.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 26 DÉCEMBRE

En France, le temps revient au beau dans le midi; il va rester nuageux ou brumeux sur les autres régions avec température un peu basse.

Pier, à Paris, le ciel a été couvert.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible; mer belle.

Océan. — Vent faible; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 26 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... 0° 3/4

A onze heures du matin... 2° 5/8

A deux heures du soir... 3° 3/8

Température la plus basse de la nuit... 1° 1/2

Le baromètre est à 770 millimètres.

LES FÊTES D'HIER

Au Palais de l'Industrie

La fête de l'Arbre de Noël, qui inaugurerait hier, au Palais de l'Industrie, la série des fêtes que les chambres syndicales doivent donner jusqu'au 6 janvier, a obtenu un plein succès. La recette de cette première journée couvre déjà les frais d'installation. C'est un magnifique résultat.

L'arbre de Noël, planté au centre du grand escalier, est un superbe sapin venu d'Alsace, dont les branches enrubannées supportaient une quantité considérable d'objets que les enfants contemplaient avec convoitise.

A une heure, quatre mille élèves des écoles municipales, les garçons d'un côté, les filles de l'autre, ont défilé devant le préfet de la Seine et M. Alphonse, président du comité des fêtes, ayant à leurs côtés les autres membres de ce comité et les dames patronesses portant chacune un magnifique bouquet.

Le défilé s'est fait aux sons de la *Litette de Bréanger*, jouée par la musique du 120^e de ligne avec accompagnement de tambours, clairons et fifres des bataillons scolaires.

Une gigantesque galette, placée sur une civière, portée par huit garçons pâtisseries, a été découpée sur l'estrade centrale et distribuée aux enfants qui ont reçu chacun, des mains des dames patronesses, un des jouets de l'arbre de Noël.

A deux heures, deux maîtres de danse, en costume de Polichinelle, ont organisé des farandoles qui, aux accords d'un orchestre conduit par M. de Sivy, se sont déroulées sur les estrades destinées à la danse, et de là dans les différentes parties du palais.

A trois heures, les théâtres enfantine ont levé leurs toiles; les Guignols faisaient fureur; mais la foule se pressait surtout devant le théâtre servant aux spectacles. Ce petit théâtre est, ainsi que nous l'avons déjà dit, fort joli. Décoré par Cicéri, il s'appelait, aux Tuileries, le théâtre de l'Impératrice et est par conséquent un objet historique. Un manteau d'Arlequin y a été ajouté et peint avant-hier par M. Rivière, peintre naturaliste.

Un petit prodige, le jeune Blin, âgé de sept ans, en costume de garde-française, a battu la caisse comme un vieux tambour.

Des intermèdes de physique amusante ont été faits par M. Neubourg. Les clowns Gay se sont fait applaudir dans leurs exercices. Les zinganes ont joué plusieurs morceaux.

On a donné le *Domestique pour rire* avec Mlle Audoin et M. Angel; *Pierrot, valet de Cassandre*, de notre confrère M. G. Livet, avec Mlle Devalier et Lambert; *MM. Morose, Legrenay, Paulin*; et *l'Opéra*, pantomime de Mondor, avec les mêmes artistes, sauf Mlle Devalier.

Vers trois heures et demie, la vaste nef a été éclairée d'une façon vraiment féérique. Des cordons de gaz couraient le long des galeries, des lanternes rouges formaient des guirlandes du feu et des flammes de bengale illuminaient les sapins.

A sept heures seulement, les portes du Palais ont été fermées pour rouvrir aujourd'hui à midi.

A l'Hippodrome

Les Alsaciens-Lorrains ont eu aussi leur arbre de Noël à l'Hippodrome. La salle était comble.

Sur d'immenses tables étaient placés les jouets, bibelots et vêtements destinés aux petits Alsaciens-Lorrains.

Quatre arbres de Noël étaient placés aux quatre coins de la piste.

Les membres de la société de gymnastique, l'Alsacienne-Lorraine, en costume, ont fait plusieurs exercices; la musique de la garde républicaine a joué l'hymne de l'*Etoile du Nord*. Trois sociétés chorales, les Enfants de Lutèce, l'Alsacienne et la Lyre du Commerce, ont chanté, sous la direction de MM. Pontboute et Alkan, *France*, d'Ambrósio Thomas et les chœurs de la *Muette de Portici*. M. Fournes, de l'Opéra-Comi-

que, a été très applaudi dans le *Drapeau tricolore*, de M. Pontboute.

Parmi les boursiers de l'Association qui sont venus recevoir leurs prix figurait le jeune Antoine, fils du vaillant député de l'Alsace, élève au lycée Louis-le-Grand, qui a été très acclamé.

Hans Trapp et Christkindel, les deux personnages qui représentent dans les fêtes de Noël en Alsace, l'un le pousseur d'enfants peu sages, l'autre le récompenseur des bons, ont fait dans leur costume traditionnel une apparition qui a été vivement applaudie.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Les députés invalides du département des Landes adressent la lettre circulaire suivante à leurs électeurs :

Landais!!!

Vos députés sont invalides. Vous êtes frappés dans vos intérêts, dans vos droits, dans vos honneurs. La situation du peuple est attaquée; le suffrage universel est supprimé.

Debout, et en avant contre ces hommes qui veulent être les maîtres pour vous opprimer et vous exploiter, contre ces hommes qui ont laissé vider les caisses de l'Etat et verser le sang de la France, contre ces hommes que nous avons vus à l'œuvre, obscurs et bas serviteurs du gouvernement néfaste de Ferry, qui ne poursuivent, par les menaces, les promesses, la calomnie, l'injure, que la satisfaction de leurs passions et de leurs appétits.

A Paris, ils disent, ils font dire et impriment que le peuple français est ignorant, crétin, superstitieux, qu'il peut être conduit comme un troupeau d'esclaves!

A Paris, ils ont travaillé pour eux et ils n'ont rien fait pour vous.

Au pays, ils parlent des secours pour l'inondation, pour la grêle, comme si ces secours qu'on vous a marchandés n'étaient pas un droit et comme s'il dépendait d'eux de les obtenir. Ils parlent des chemins de fer, comme si cette œuvre était la leur; comme s'ils n'avaient pas travaillé à l'arrêter et à la perdre.

Au pays, ils voudraient effrayer les bons et encourager les mauvais. Ils veulent que le peuple français ait vengeance!

Ce n'est plus une question politique, c'est une question de justice et d'honneur! Debout, Lande et Chalosse!!! Debout, les braves qu'on attaque dans leur dignité d'hommes et d'électeurs! Debout, ceux qui, à la face de la France, ne veulent pas se laisser opprimer!

Debout en disant bien haut qu'il n'est pas de volonté au-dessus de la vôtre; que seuls vous êtes les maîtres!!!

GUILLIQUET, LAMBERT DE SAINTE-CROIX, ALBIN, GIEUR, DE CARDENEAU, FATEON DE FAVERNAY.

Les électeurs des Landes entendent cet appel.

Ce sont en effet les électeurs qui sont atteints, c'est le suffrage universel qui est outragé.

C'est donc au suffrage universel de répondre aux gens qui ont invalidé leurs députés.

Le Journal officiel

NOMINATIONS DANS LA MARINE

Au grade de capitaine de vaisseau

Les capitaines de frégate :

MM. Châteaumoine et Maréchal.

Au grade de capitaine de frégate

Les lieutenants de vaisseau :

MM. Rouvier, lieutenant, Saladin de Kertanguy et Darocher-Duquenois.

Au grade de lieutenant de vaisseau

Les enseignes de vaisseau :

MM. de La Croix de Castries, Bouscaux, Batelot, d'Hespel, de Lartigue, Rageot de La Touche, Simon, Mauger, Allaire et Serres.

Sont promus dans le corps de l'infanterie de marine,

Au grade de chef de bataillon

M. Noble, capitaine au 3^e régiment en Cochinchine.

Au grade de capitaine

M. Bonnaure, lieutenant au 3^e régiment, en Cochinchine.

M. Bruchet, lieutenant au 2^e régiment, en Cochinchine.

M. Muller, lieutenant au 4^e régiment à la Réunion.

M. Pleigneux, lieutenant à l'état-major, hors cadre, au Gabon.

M. Noël, lieutenant au 2^e régiment, à Brest.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

DEPÊCHES DE L'AGENCE FOURNIER

Londres, 26 décembre, matin.

Le *Morning Post* publie la dépêche suivante :

« Berlin, 26 décembre.

« L'empereur a répondu aujourd'hui à un télégramme très affectueux qu'il a reçu du prince Alexandre de Bulgarie.

« L'empereur a été acclamé par la foule rassemblée ce matin devant le palais, au moment du passage de la garde. »

Londres, 26 décembre.

D'après une dépêche de Philadelphie au *Times*, M. Muller, le consul général américain à Francfort, a envoyé à Washington un rapport critiquant la politique de l'Allemagne.

Ge ra port a été publié. Des télégrammes de Washington rapportent que, dans l'entourage du gouvernement, on s'attend à recevoir une plainte de l'Allemagne à ce sujet, et probablement la demande du rappel de M. Muller.

Londres 26 décembre.

Le *Morning Post* publie de Vienne que les troupes serbes et bulgares qui sont encore campées sur la frontière sont exposées à de grandes souffrances, et l'on annonce, dans les cercles officiels, que les pertes provenant du froid et de toutes sortes de maladies sont bien plus grandes qu'on ne le croit.

Le prince Alexandre donne l'exemple de l'abnégation et du sacrifice personnel. Il est constamment parmi ses hommes.

A Vienne, l'opinion dominante est que le cabinet autrichien ne peut pas se permettre de laisser la Turquie à l'un des deux Bulgares.

DEPÊCHES DE L'AGENCE HAVAS

Londres, 26 décembre.

On mande du Caire au *Times*, le 25 décembre :

« Il y a tout lieu de croire qu'Osman-Djama n'est pas mort et qu'il est à Kassala. Le gouvernement s'attend aujourd'hui d'une

façon certaine qu'Osman n'assistait pas au combat livré contre Ras-Alula.

Osman se prépare maintenant à marcher sur Sanbeit pour tenter de repousser les forces abyssines.

Le bruit court que de son côté le Roi Jean fait des préparatifs pour une campagne contre les Italiens. L'occupation italienne de Massauah l'a, paraît-il, profondément irrité.

Madrid, 26 décembre.

La régente est revenue de l'Escorial. Une réunion de conservateurs, partisans de M. Romero Robledo a décidé de présenter sa candidature à la présidence de la Chambre des députés, contre M. Canovas.

Quatre-vingt-sept députés étaient présents à cette réunion.

JOURNAUX ET REVUES

Le *Rappel* publie l'information suivante :

Le conseil des ministres se réunit ce matin à l'effet de délibérer, en réponse aux questions, sur la ligne de conduite à suivre en présence du vote émis par la Chambre, avant-hier soir, relativement aux crédits du Tong-King.

Quoique les crédits soient votés, plusieurs membres du cabinet estiment que la majorité qui s'est prononcée en leur faveur est trop faible pour que le ministère puisse subsister dans des conditions aussi désastreuses. Ces membres auraient même désiré que le cabinet donnât immédiatement sa démission, et non pas seulement après l'élection présidentielle, de manière à faire considérer cette démission comme conséquence de la situation parlementaire et non comme conséquence du renouvellement des pouvoirs du président de la République.

Cette opinion soulève des opinions sérieuses; on fait observer qu'il ne faut pas ouvrir la crise ministérielle avant le Congrès et qu'il importe que l'Assemblée nationale prenne la décision de voter ou non un ministère réellement en fonctions et non pas un cabinet démissionnaire chargé provisoirement de l'expédition des affaires.

C'est vraisemblablement cette opinion qui triomphera au conseil d'aujourd'hui.

La démission du cabinet ne serait donc qu'une simple question de forme. Le matin, après le renouvellement des pouvoirs de M. Grévy.

Quelle que soit la personne qui soit chargée de reconstituer le cabinet, il paraît désormais certain que le ministère de la nouvelle présidence différera du ministère actuel.

A supposer que M. Brisson consente à reformer le cabinet, il y aura, même dans ce cas, des changements ministériels. On assure que l'amiral Galibier abandonnera le portefeuille de la marine, en raison de l'indignation exprimée par M. Brisson, et qu'il sera remplacé par M. de Cassagnac.

D'autre part, certains membres du cabinet actuel pourraient être amenés à se retirer pour faciliter les combinaisons du président du conseil.

Au cas où M. Brisson renoncerait à la direction du cabinet, ce qui pourrait peut-être arriver dans certaines hypothèses, on croit généralement que M. Grévy confierait à M. de Freycinet le soin de constituer le nouveau ministère.

D'autre part, on lit dans le *National* :

Avant-hier, à la Chambre, le président du conseil, expliquant comment il entendait l'organisation du Tong-King, a dit :

« Vous devez avoir souvenir d'une réforme qui tendait à réunir les colonies et les pays du protectorat sous la direction d'un seul ministre, et probablement d'un ministre non français, de vous dire qu'il s'agissait de « ne pas laisser aux ministères de la marine », mais de les fixer ailleurs par des attributions nouvelles. Le Parlement se rappelle aussi que cette réforme a brusquement disparu peut-être pour avoir été un peu brusquement introduite, et c'est d'une autre façon que nous saisissons la Chambre de la question. »

Le bruit a couru hier soir que le ministère de la marine et des colonies, M. l'amiral Galibier, avait remis sa démission entre les mains du président du conseil.

La *Lanterne* publie, de son côté, les lignes suivantes :

L'amiral Galibier, qui depuis longtemps désirait se retirer, est cette fois définitivement démissionnaire.

On va profiter de cette circonstance pour se débarrasser des colonies, qui formeront un ministère spécial.

Mais il est toutefois très probable que ce nouveau département ne sera créé que lorsqu'il aura lieu le remaniement ministériel attendu.

Le *Journal des Débats* a publié ce matin un très spirituel article sur l'ardeur des républicains à vouloir être décorés; les vains hochets de la vanité, si conspués sous l'Empire et sous la monarchie par les purs des purs, sont maintenant l'objet de convoitises sans vergogne. Oh! ce n'est pas la faute du gouvernement, nous dit le *Journal des Débats*, à propos des doléances de M. le baron Lafond de Saint-Mur :

La bonne volonté des ministres est hors de cause. Tous m'usissent la loi inexorable qui paralyse leurs intentions les plus généreuses.

M. Lafond de Saint-Mur a entendu leurs plaintes.

« Il n'en est pas un, dit-il, qui ne déplore d'être enlevé dans ses propositions, les mieux justifiées par les restrictions qui lui sont imposées par l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1873. »

M. Lafond de Saint-Mur nous l'affirme et nous n'avons pas de peine à le croire. Qu'on se figure en effet l'état d'esprit d'un ministre du cœur, et qui voit dans son cabinet des grands garçons de dix-huit à vingt ans qui ne sont seulement pas encore chevaliers.

C'est surtout à la suite d'une période électorale comme celle que nous venons de traverser que cet état de choses est vraiment pénible, et l'on peut dire que, si les Français en général sont trop peu décorés, les courtiers d'élections en particulier sont, à cet égard, dans un état d'effroyable affreux.

L'auteur de l'article, — article qu'il faudrait citer en entier — fait observer que si les ministres pouvaient décorer les députés et les sénateurs, la vie parlementaire y gagnerait en charme et en dignité.

Quel spectacle ce serait quand, après une grande séance où l'existence d'un cabinet aurait été en jeu, on verrait le président du conseil entouré de ses braves, décorer les plus méritants sur le champ de bataille, et dire à sa vieille garde :

« Je voudrais vous décorer tous, car tous vous avez fait votre devoir. Mais il faut se borner pour ne pas épuiser le prix de ces distinctions. M. un tel est fait chevalier pour avoir parlé et M. un tel officier pour avoir écrit un mot. »

« Quant à celui de vous qui n'a dit qu'un mot, mais un mot excellent, vous le connaissez; il est commandeur! »

— Quelques aphorismes du sculpteur Auguste Préault :

L'homme qui écoute est l'ennemi naturel de celui qui parle.

La preuve que l'homme descend du singe, c'est que, quand il se sent perdu, il se raccroche à toutes les branches.

Pardonnez une vieille injure, c'est en autoriser une nouvelle.

Dans le vaste champ de l'intrigue, il faut tout cultiver, jusqu'à la vanité des sots.

LE DROIT DE VIVRE

Nous avons eu l'occasion de parler des asiles de nuit que le conseil municipal a décidé de créer en opposition aux asiles fondés par la charité privée. Dans ceux-ci, on fait la prière matin et soir, dans ceux-là on pourra blasphémer tout à son aise; mais il y aura la de nouvelles fonctions à attribuer à quelques amis.

D'autre part, il y aura certainement de prompts abus et les asiles de nuit deviendront sous peu des auberges gratuites où on logera les électeurs influents et même les candidats évincés », dit spirituellement la *Liberté*.

Mais comme il est dit que le grotesque a ses grandes entrées au conseil municipal, c'est à lui que M. Catiaux s'est adressé pour rédiger le considérant de l'arrêté.

Le voici dans toute sa splendeur :

Le conseil, Reconnaissant que tout homme a non seulement le droit, mais le devoir de vivre; Considérant que toute richesse vient du travail et que l'oisiveté est la ruine de la nation; Considérant que le droit de vivre est un droit sacré, et que, par conséquent, l'homme n'ayant plus le droit qu'il faut de vivre, de chasser et de pêcher, etc., par cela même, le devoir absolu de pourvoir aux besoins des membres qui la composent.

Ah! ça, voyons, entendons-nous bien. Vous êtes socialistes, citoyens, c'est-à-dire que votre idéal est de voir la société s'emparer de tout, pour le répartir ensuite selon les besoins de chacun. Mais alors, pourquoi donc reprochez-vous à la société de s'être emparée de la terre et de tout ce qu'elle renferme? Vous dites donc une bêtise et un contre-sens, puisque vous condamnez ce que vous voulez faire. Quant au droit de vivre, c'est une de ces trahisseries qui n'appartiennent qu'aux Archimèdes du fantaisiste philosophique.

C'est l'homme et le pathos élevés à la plus haute puissance que puisse rêver un halluciné.

Que dire de : « L'homme se trouve isolé au milieu de la société qui l'empêche de vivre! »

